

## **Pour de meilleures conditions-cadres et pour moins de bureaucratie**

*par Peter Spuhler, conseiller national UDC / président CI Priorité-Liberté*

La situation économique actuelle n'est pas simple: notre pays traverse **une des pires récessions depuis la Deuxième Guerre mondiale**. Même si l'économie intérieure a manifesté jusqu'ici une résistance étonnante, il faut partir du principe que des difficultés nouvelles nous attendent. A la fin de l'année, l'industrie du bâtiment et la consommation privée risquent de s'effondrer.

Tout le monde est d'accord sur ce point: la politique doit prendre des mesures

- ▶ **pour faire front face au chômage-record qui nous menace;**
- ▶ **pour améliorer autant que possible les conditions-cadres des arts et métiers ainsi que de l'économie;**
- ▶ **pour éviter tout ce qui peut freiner le développement économique et renforcer la récession.**

### **Améliorer les conditions cadres – augmenter la marge de manœuvre**

La politique suisse est aujourd'hui surtout occupée par des programmes conjoncturels. Au lieu de dépenser des millions dans ces actions, il serait beaucoup plus simple et tout aussi efficace de réduire enfin le poids de la bureaucratie et d'accroître la marge de manœuvre des entreprises.

Malheureusement, le Secrétariat d'Etat à l'économie a du mal à comprendre ce principe. La décision de ne plus accorder d'autorisation pour les shops ouverts 24 heures sur 24 dans les stations-service nous a consternés. C'est pour cette raison que nos membres ont choisi de décerner le "Paragraphe rouillé" à Serge Gaillard. Et c'est pour cette raison aussi que nous avons décidé de lancer cette pétition: l'attitude du SECO à l'égard des shops des stations-service est malheureusement symptomatique du comportement de l'administration publique face aux entreprises qui aimeraient travailler.

### **Retenue de l'Etat: la meilleure des politiques de croissance**

Dans un système d'économie de marché, il est fondamental que **l'Etat fasse preuve de retenue**: le système de la libre concurrence ne fonctionne que si l'Etat intervient aussi peu que possible, donc s'il laisse jouer les forces du marché. Les clients sont les premiers à en profiter.

Pour pouvoir agir rapidement en fonction des besoins du marché et de la demande de la clientèle, les entreprises – donc aussi les shops des stations-service – ont besoin **d'une marge de manœuvre maximale**. On ne comprend pas pourquoi le Secrétariat d'Etat à l'économie veut interdire la vente d'articles de shop précisément entre 01.00 et 05.00 heures du matin. Comment les fonctionnaires fédéraux veulent-ils apprécier s'il y a un besoin ou s'il n'y en a pas? C'est aux entreprises qu'il appartient de juger la situation – et le chef d'entreprise qui n'a pas de client n'ouvrira certainement pas son commerce.

### **La CI Priorité-Liberté se bat contre la bureaucratie d'Etat**

La CI Priorité-Liberté se bat par conviction contre ces excès de la bureaucratie d'Etat. S'il existe des entreprises qui veulent travailler et qui réussissent à exploiter un créneau rentable, il serait fatal que l'administration publique multiplie les embûches sur leur chemin. Nous sommes donc fermement d'avis que la SECO doit revenir sur sa décision concernant les shops dans les stations-service.